

CARLES  
PUIGDEMONT  
**LA CRISE CATALANE**

UNE OPPORTUNITÉ  
POUR L'EUROPE

Conversations avec  
Olivier Mouton

***Racine***



# Contenu

	<b>Introduction</b>	7
<b>1</b>	— « Enfant, je ne pouvais pas m'appeler Carles... » <b>Les racines de ma volonté d'indépendance</b>	<b>15</b>
<b>2</b>	— « Le coup d'État de Madrid » <b>Les origines de la crise</b>	<b>39</b>
<b>3</b>	— « Nous sommes pragmatiques, pas nationalistes » <b>La responsabilité de Madrid</b>	<b>59</b>
<b>4</b>	— « À Bruxelles, je cherche l'Europe » <b>Mon exil en Belgique</b>	<b>77</b>
<b>5</b>	— « J'étais préparé à la prison » <b>Mon arrestation et mon combat en Allemagne</b>	<b>95</b>
<b>6</b>	— « Mon modèle, c'est Nelson Mandela » <b>La résistance non-violente</b>	<b>109</b>
<b>7</b>	— « On nous a manqué de respect » <b>La répression espagnole</b>	<b>115</b>
<b>8</b>	— « La Catalogne du Barça » <b>De précieux soutiens sociaux</b>	<b>131</b>
<b>9</b>	— « La Catalogne est un laboratoire citoyen » <b>Le projet alternatif d'un État catalan</b>	<b>137</b>

<b>10</b>	— « L'Europe est en crise »	<b>153</b>
	<b>Le silence de l'Union européenne</b>	
<b>11</b>	— « Mes États-Unis d'Europe »	<b>163</b>
	<b>Mon projet pour une Union renouvelée</b>	
<b>12</b>	— « Ma proposition pour sortir de la crise catalane »	<b>179</b>
	<b>Mes pistes pour une médiation</b>	

# Introduction

Depuis un certain temps, et plus particulièrement cette dernière année, la situation en Catalogne est devenue un sujet journalistique d'intérêt mondial qui a attiré l'attention de nombreuses personnes ; des personnes qui, auparavant, auraient peut-être eu du mal à situer ce pays sur la carte. De nombreux foyers dans le monde ont pris conscience de la lutte de la Catalogne pour se constituer en une république indépendante radicalement démocratique, et de la répression brutale à laquelle l'a soumis un État avec une tradition démocratique plus pauvre que celle des grands États de l'Union européenne.

Mais les faits ne sont pas faciles à résumer dans un livre, et encore moins lorsqu'ils sont toujours en cours. À tout moment, l'Histoire peut prendre des tournants inattendus et modifier des prévisions qui, quelques semaines auparavant, paraissaient certaines. Les circonstances politiques, judiciaires et personnelles au moment où j'ai commencé à parler avec le journaliste Olivier Mouton, collaborateur indispensable dans ce projet, et celles du jour où l'on conclut ce livre, présentent des différences significatives et notoires. Le gouvernement espagnol qui a mené l'offensive brutale contre l'indépendantisme catalan a été écarté du pouvoir par une majorité parlementaire rassemblée autour du Parti socialiste, pour laquelle les voix des minorités pro-souveraineté basque et catalane ont été décisives. Mariano Rajoy, le Premier ministre immobile, incapable d'agir comme un démocrate écoutant une partie du peuple qui ne sent plus faire partie du pays, a quitté la politique. Les membres de mon gouvernement qui étaient en liberté, et la présidente du Parlement de la précédente

législature, ont été enfermés dans des centres de détention en Espagne, où on avait déjà emprisonné les deux dirigeants des plus grandes associations civiles de la Catalogne, Jordi Sánchez et Jordi Cuixart, et deux membres de mon gouvernement : le vice-président Oriol Junqueras, et le ministre de l'Intérieur Joaquim Forn. Moi-même j'ai passé 12 jours dans une prison en Allemagne, dans la ville de Neumünster, après avoir été arrêté, suite à un deuxième mandat d'arrêt européen, lors de mon retour de la Finlande vers la Belgique, où je me dirigeais pour me mettre à la disposition de la justice, car c'est en Belgique que j'habitais et que j'avais déjà entrepris des actions de défense suite au premier mandat d'arrêt. La secrétaire générale d'Esquerra Republicana de Catalunya a pris la décision de s'exiler en Suisse le jour où les autres membres du gouvernement ont été arrêtés. Le chanteur Valtònyc, condamné à plus de trois ans de prison pour les paroles d'un de ses rap contre la monarchie espagnole, est parti également en exil, en Belgique, afin de dénoncer l'alarmante attaque contre les droits fondamentaux qui a lieu en Espagne. Entre-temps, le procès judiciaire espagnol avance au même rythme qu'il récolte des échecs au niveau européen, puisque dans aucun des quatre pays européens où se sont étendus les conflits (la Belgique, l'Allemagne, l'Écosse et la Suisse), la stratégie judiciaire espagnole n'a obtenu de résultat positif sur la principale charge à mon encontre, la rébellion. L'opinion publique européenne, en particulier celle des pays où nous, les huit personnes en exil, sommes installés, a découvert une réalité qu'elle ignorait ou qui lui a été expliquée à partir de lieux communs constituant un obstacle à la connaissance précise et rigoureuse de ce qui se passait.

Aujourd'hui, une partie de l'opinion publique se demande comment il est possible que les membres d'un gouvernement démocratiquement

élu soient emprisonnés ou contraints à l'exil pour avoir organisé un référendum sur l'autodétermination, suite à l'accord d'une majorité parlementaire issue d'élections libres et avec une forte participation. Et elle se demande aussi comment il est possible que ce référendum n'ait pas pu être négocié avant, ou même maintenant, pour rendre possible ce qui devrait être une évidence en démocratie : qu'un peuple puisse décider démocratiquement de son destin.

L'itinéraire géographique et les changements de contexte qui ont accompagné la création de ce livre aident à en comprendre la mesure. Mes premiers entretiens avec Olivier Mouton ont eu lieu dans de petits appartements à Waterloo, où je vivais après avoir passé quelques semaines déterminantes dans un apart-hôtel à Louvain. Nos conversations ont continué dans la maison de Waterloo où nous avons installé le quartier général du Conseil pour la république ; nous les avons poursuivis dans un hôtel de Berlin, peu après avoir quitté la prison de Neumünster, et enfin je révise et termine le livre dans un magnifique village du Land de Schleswig-Holstein, au moment de l'année où les cerises sont mûres et le blé peint d'immenses champs jaune d'or.

Je dois dire que pour nous, Catalans, il est franchement difficile de nous expliquer de façon simple, rapide et efficace pour nous faire comprendre. Cependant, nous avons le devoir de nous expliquer et de nous adresser aux citoyens européens pour leur offrir un récit du conflit que nous vivons au-delà des informations caricaturales et de la propagande, des fausses nouvelles, de la désinformation et du bruit des réseaux sociaux. Un récit qui, sans vouloir être exclusif, est nécessaire afin que le citoyen européen, choqué par les événements qui se sont succédé depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et jusqu'à ce jour, puisse

avoir des éléments de première main pour mieux comprendre une crise qui l'affecte aussi directement. Il pourra mettre ces éléments en parallèle avec ceux provenant des milieux opposés à l'indépendance ou même de la diplomatie espagnole, afin de l'aider à comprendre la situation et à adopter une position bien mesurée.

Cela affecte le citoyen européen parce que la crise catalane est une crise de l'Europe, pas seulement une crise interne espagnole. Et cela l'affecte en particulier parce que cette crise met à l'épreuve la capacité de l'Union européenne à placer les intérêts des citoyens au-dessus des intérêts de certains États. Elle constitue une opportunité évidente pour renforcer – ou, au contraire, affaiblir – l'engagement européen pour les droits et libertés fondamentaux. En fait, la crise catalane est l'occasion pour l'Europe de démontrer que les droits de l'Homme sont sa force principale face aux autoritarismes qui s'emparent des régions qui craignent l'Europe dès qu'elle devient militante pour la défense des droits de l'Homme : la Russie, la Chine, les États-Unis. Je crois qu'aujourd'hui, beaucoup d'Européens se sentent blessés personnellement par toute régression touchant aux droits et libertés dans n'importe quelle zone de l'Union. Nous n'en voulons pas, cela ne nous représente pas. Que ce soit en Hongrie, en Pologne ou en Espagne : lorsque la liberté d'expression est menacée ou l'indépendance de la justice n'est pas garantie dans l'une ou l'autre région de l'Union, tous les citoyens européens souffrent des conséquences de cette évolution. Nous nous sentons tous menacés par ce recul au point que certains décident de se mobiliser et de sortir dans les rues pour défendre les valeurs européennes.

C'est ce que nous avons fait en Catalogne le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Lorsque nous protégeons les urnes avec nos corps et que nous subissons



une répression policière et judiciaire violente et sévère, nous étions pleinement conscients que nous agissions dans le cadre des droits fondamentaux européens : que l'Europe où nous voulons vivre et l'Europe que nous voulons aider à construire est mieux représentée par des citoyens qui protègent des urnes, que par un État qui a envoyé la police pour les réprimer avec cette violence extrême que nous ne pourrions jamais effacer de notre mémoire. C'est pourquoi nous revendiquons notre cas, j'insiste, comme une affaire européenne et non pas comme une affaire interne d'un État donné. Nous ne voulons pas séparer notre destin de celui de l'Europe. Nous ne voulons pas renoncer à la révolution catalane, pacifique et pacifiste, ni à sa radicalité démocratique au service d'un débat en vue d'améliorer l'Europe.

Pour toutes ces raisons que je viens d'indiquer, je ressens le besoin et le devoir de m'expliquer envers nos concitoyens européens, de répondre aux questions que cette crise a éveillées et de clarifier les doutes qu'un conflit de cette envergure finit toujours par engendrer.

Dans cette crise, moi, personnellement, j'ai dû jouer un rôle que je n'aurais jamais imaginé. Ma vie a changé complètement, très vite, elle est devenue compliquée et s'est trouvée exposée d'une façon à laquelle je crois que personne ne peut jamais être préparé. Tout au moins personne qui ne l'a recherché volontairement. Un concours de circonstances et de décisions sont venus me frapper avec une intensité effrayante. En peu de temps, j'ai été projeté du quasi anonymat d'une vie dans la Catalogne intérieure – où tout le monde se connaît et où nous nous disons « bonjour » et « merci » comme on oublie de le faire dans trop de grandes villes de par le monde – aux journaux télévisés et les pages de médias du monde entier. J'ai vu comment

mon nom de famille, que la plupart des politiciens et journalistes espagnols considèrent imprononçable, a été énoncé avec une diction plus que correcte par des commentateurs de la radio et de la télévision internationales. Et, pendant ces mois, j'ai dû apprendre à vivre avec un degré de publicité qui m'a laissé très peu de place pour une indispensable invisibilité saine et réparatrice.

Ce n'est pas me trahir si je dis, donc, que les choses ne se sont pas déroulées, au niveau personnel et vital, comme je l'aurais souhaité. Certaines sont allées dans un sens franchement opposé. J'avais prévu de quitter la politique après avoir été président de la Generalitat : ce n'est pas ce qui est arrivé. J'avais rêvé de vivre discrètement la dernière partie de ma vie active, celle dans laquelle on se sent semblable à ce que l'on a toujours été, mais avec l'esprit davantage orienté vers la fin que vers le début, et de toute évidence ce n'est pas non plus ce qui est arrivé.

Cependant, je me reconnais toujours moi-même, je peux me regarder dans un miroir. Je ne sais pas comment expliquer qui je suis, et j'ai du mal à établir un rapport avec ma biographie, si ce n'est sur le plan intime. Néanmoins, pendant toute cette période j'ai été obligé plusieurs fois de me la remémorer et d'en parler. D'une part, parce que j'étais un parfait inconnu et qu'il y avait un intérêt objectif à révéler des éléments biographiques qui puissent aider à saisir le personnage. On sait que c'est l'un des buts du journalisme, d'essayer de satisfaire cet intérêt dans les limites de l'éthique et de la déontologie professionnelle. D'autre part, parce qu'il existe toujours une tendance à discréditer des phénomènes comme celui de la grande mobilisation catalane comme s'ils étaient le résultat du rôle d'un leader, à qui, pour une raison mystérieuse, on attribue le devoir historique

de mener un peuple à son destin. C'est-à-dire, une volonté de faire rentrer la révolution catalane, qui n'a rien de classique ni d'ancienne, dans le moule d'un messianisme classique et ancien. Tout est dès lors facile à expliquer... et à combattre : si le leader tombe, la révolution tombe. En emprisonnant les leaders, le processus d'indépendance est emprisonné.

Cette idée, en plus d'être fautive, est très outrageante pour une nation qui a su surmonter toutes sortes de menaces et d'attaques et survivre non grâce à un quelconque leadership, mais à une attitude de responsabilité civique et de solidarité populaire qui a été en se renforçant génération après génération. La langue, la culture et les institutions ont toujours trouvé l'appui d'une population qui les a préservés quand des États – espagnol ou français – en ont ordonné la persécution et l'interdiction. C'est cette attitude, et non l'allégeance à un leader, qui nous a conduit jusqu'ici, c'est elle qui explique les colossales manifestations pacifiques chaque 11 septembre depuis 2012, et c'est elle aussi qui permit la victoire du 1<sup>er</sup> octobre. Et ce sera elle encore qui nous permettra de faire face aux difficultés qui doivent encore arriver. Francesc Pujols, philosophe et écrivain catalan qui revendiquait l'architecture de Gaudí et captivait Salvador Dalí, définit jadis cette attitude avec une phrase devenue célèbre : « La pensée catalane ressurgit et survit toujours à ses naïfs fossoyeurs ».

Il a parfois été dit que chaque Catalan porte en soi un anarchiste. En réalité, le fait est que nous avons dû nous développer culturellement, économiquement et socialement en marge, et souvent à l'encontre, de l'action d'un État centraliste, uniformisateur et autoritaire. L'abolition totale des constitutions et des institutions catalanes à partir de 1714, à la suite de la défaite dans la guerre de succession à la

couronne espagnole, a provoqué une désaffection générale et le désintérêt des Catalans envers le gouvernement et la participation de l'État. Par exemple, dans une étude de l'Institut espagnol d'études stratégiques et le ministère de la Défense de septembre 2013, seulement 25,8% des Catalans encourageraient leurs enfants à devenir militaires, un pourcentage beaucoup plus bas que celui trouvé à Madrid (49,1%), Valence (53,4%), Andalousie (58,6%), Aragon (66,1%) ou Murcie (70,5%).

Je fais partie de cette réalité. Ainsi que d'autres millions de personnes. Et bien que nous nous soyons mis en mouvement pour nous pourvoir d'un État indépendant, en rompant d'une certaine manière avec cette tradition historique, nous n'avons pas le moindre intérêt à reproduire un État qui agisse comme l'Espagne et s'organise comme elle, avec comme seules différences la dimension et le nom. Pour ce faire, il n'y aura jamais de majorité sociale républicaine en Catalogne. L'État que nous voulons construire puise dans cette tradition et regarde vers un avenir où les États traditionnels devront évoluer. Nous voulons nous doter d'un État catalan pour nous délivrer du poids et de l'inefficacité d'un État obsolète. Nous sommes des millions à le vouloir.

Je suis l'un d'entre eux, que les circonstances ont conduit à assumer la responsabilité de la présidence du gouvernement dans le passage de l'autonomie à la déclaration d'Indépendance.

**1**

—

« Enfant, je ne pouvais  
pas m'appeler Carles ... »

**Les racines de ma volonté  
d'indépendance**



L'idée d'indépendance est naturelle pour moi. Je suis Catalan parce que je me sens Catalan. Je n'ai pas décidé un jour que je voulais être comme ça. La question de la catalanité a toujours été présente dans notre famille, comme dans beaucoup de familles de Catalogne. Ma mère se souvient que quand elle était petite, à Barcelone, et qu'elle parlait catalan, on lui répondait : « Taisez-vous, parlez chrétien ! ». C'était interdit de parler catalan en public et elle ne comprenait pas pourquoi. Le 28 juillet 1940, le gouverneur civil de Barcelone a approuvé un décret pour obtenir « le rétablissement de l'usage exclusif de la langue nationale dans tous les actes et relations de la vie publique dans cette province ». Ce fut l'une des nombreuses mesures officielles contre la langue catalane, décrétée par les autorités fascistes.

Moi, je n'ai pas été éduqué en catalan : je le parlais à la maison et avec mes amis dans la rue, mais durant l'époque de Franco, c'était interdit de l'utiliser à l'école, dans les contacts avec l'administration, dans les médias, lors des événements publics... Je ne savais pas l'écrire et il n'y avait presque rien à lire en catalan. Pour nous, l'espagnol était la langue de l'autorité. Je ne regrette pas de parler espagnol, au contraire, j'aime beaucoup cette littérature et je l'écris sans problème. Mais nous étions littéralement analphabètes dans notre propre langue et cela fait 300 ans que cela dure. On a interdit de parler catalan dans les administrations, dans la justice, dans les commerces et il en reste quelque chose : un juge qui vient travailler en Catalogne n'est pas obligé de connaître le catalan. Ce n'est pas normal car cela induit une autocensure dans notre propre langue, de crainte d'être jugé différemment si on parle catalan.

**www.lannoo.com**

Enregistrez-vous sur notre site Internet et nous vous enverrons régulièrement une lettre d'information sur nos nouvelles publications, ainsi que des offres exclusives.

**Crédit photo de couverture :** Belga

**Couverture :** Studio Lannoo

**Mise en page :** Studio Lannoo avec la collaboration de Katrien Annys, [www.jacquesbooks.be](http://www.jacquesbooks.be)

**Rédaction :** Olivier Mouton

© Uitgeverij Lannoo nv, Tielt, 2018 et Carles Puigdemont

D/2018/45/627 – ISBN 978 94 014 5387 5 – NUR 740

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans une banque de données ou publié sous quelque forme que ce soit, électronique, mécanique ou de toute autre manière, sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.